

27 novembre 2007

La Presse, Sarah Champagne

Les écologistes réclament la protection des îles de la rivière de Mille Îles

Les écologistes de la région métropolitaine estiment que le gouvernement du Québec n'a pas le choix. En imposant un moratoire et une réserve foncière sur l'île Charron, le ministère du Développement durable doit forcément s'engager à protéger les îles privées de la rivière des Mille Îles à Laval.

« *Les îles de Laval ont de 30 à 40 fois plus de valeur écologique reconnue que l'île Charron, qui a surtout le mérite d'être juxtaposée à un parc national* » explique Tommy Montpetit, du groupement **Sauvons nos boisés et milieux humides**, porte-parole du projet de parc écologique de l'Archipel de Montréal.

Selon lui, il faudra toutefois que la ministre Line Beauchamp affronte le mécontentement possible du maire de Laval, Gilles Vaillancourt. M. Montpetit, écologiste qui milite depuis des années sur la Rive-Sud, fait remarquer que le maire de Longueuil, Claude Gladu, n'est pas content de perdre les revenus fonciers des 2500 unités d'habitation projetés dans l'île Charron et qu'il n'était probablement pas au courant du moratoire.

À Laval, au moins quatre îles privées, dont la superficie est de 20 fois plus importante que celle de l'île Charron, sont menacées par des projets de développement résidentiels. L'une d'elles, l'île Locas, est un refuge faunique. Les îles aux Vaches, Saint-Pierre et Saint-Joseph abritent quant à elle des forêts exceptionnelles et des espèces vulnérables, comme le hibou des marais et le faucon pèlerin.

Christian Simard, directeur général de Nature Québec, estime lui aussi que le problème de la couronne nord, « *c'est la pression énorme des promoteurs privés sur l'administration municipale* ».

« *Mais on est rendu là, il faut s'en occuper, dit M. Simard. Pour y arriver, il faut que les îles de la rivière des Mille Îles passent d'un enjeu local à un enjeu national. C'est la prochaine étape, il y a urgence d'agir.* »

À la suite d'une demande d'entrevue auprès du maire de Laval, hier, son attaché de presse a expliqué que Gilles Vaillancourt n'a pas l'habitude de commenter une annonce qui ne touche pas son administration. « *Si les écologistes ont des demandes à formuler, ils n'ont qu'à se tourner vers le gouvernement* », a ajouté Amélie Cliche.

La Presse a tenté d'obtenir les commentaires de la ministre du Développement durable, Line Beauchamp. Son attaché de presse, Philippe Cannon, nous a dirigée vers un conseiller en communication du Ministère qui n'a pas rappelé.

« *C'est dommage mais le gouvernement va se réveiller quand les pics et les pelles vont envahir les îles privées de Laval* », déplore le directeur général du Centre régional de l'environnement (CRE) de Laval, Guy Garand, qui souhaite que tous les milieux humides soient protégés, y compris les dépotoirs illégaux.